

BUREAUX : Rue Nam, 1.

Reçoit, Tauxing :
Trois mois 10 f.
Six mois 19
Un an 37

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nam, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée ; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine, 10.

ROUBAIX, 26 MAI 1871

Voir aux dernières nouvelles

Dépêche officielle

Le chef du Pouvoir exécutif aux préfets, sous-préfets, généraux, etc.

Versailles, 25 mai, 7 h. 28 soir.

Nous sommes maîtres de Paris, sauf une très-petite partie, qui sera occupée ce matin. Les Tuileries sont en cendres ; le Louvre est sauvé. La partie du ministère des finances, qui longe la rue de Rivoli, a été incendiée. Le palais du quai d'Orsay, dans lequel siégeait le Conseil d'Etat et la Cour des Comptes a été incendié également.

Tel est l'état dans lequel Paris nous est livré par les scélérats qui l'opprimaient et le déshonoraient. Ils nous ont laissé 12,000 prisonniers, et nous en aurons, certainement, 18 à 20,000. Le sol de Paris est jonché de leurs cadavres.

Ce spectacle affreux servira de leçon, il faut l'espérer, aux insensés qui osaient se déclarer partisans de la Commune. La justice, du reste, satisfera bientôt la conscience humaine, indignée des actes monstrueux dont la France et le monde viennent d'être témoins.

L'année a été admirable.

Nous sommes heureux, dans notre malheur, de pouvoir annoncer que, grâce à la sagesse de nos généraux, l'armée a essuyé très-peu de pertes.

Étude politique

LES DEUX PROGRAMMES DE 1789

SUIVE. — Voir notre numéro d'hier, III

SIXIÈME GÉNÉRATION : Encore Bonaparte. — Méprisant Dieu, les hommes, la foi des traités, jouant dans l'intérêt de son égoïsme le sort de la France, il apparaît de nouveau, au grand effroi des populations civiles, mais soutenu par cinq cent mille soldats qui, pendant un quart de siècle, guerroyaient en pays étranger, ont oublié leur patrie et sont devenus exclusivement prétoriens. La France subit une seconde invasion ; la capitale reçoit encore une garnison ennemie ; elle paie, par de nouvelles contributions et des conditions plus dures, les folies du despote qu'elle a eu le malheur de subir encore pendant cent jours. Toutefois une seconde restauration pense ses plaies et rétablit l'ordre et la probité dans l'administration, et le calme dans les esprits.

SEPTIÈME GÉNÉRATION : La coalition de l'aristocratie démocratique et du système impérial. — Comprisée et pourchassée sous l'empire, cette aristocratie oublie ou ajourne ses haines et ses ressentiments ; elle a avec le bonapartisme un étendard commun : la Révolution et la haine contre les antiques traditions de la monarchie française et contre l'esprit religieux. Pendant quinze années ils battent en brèche, avec une furie satanique, la royauté qui a sauvé la France et lui a maintenu son rang parmi les nations européennes. Cette œuvre de destruction s'achève ; n'ayant pu, en 1830, trouver un candidat impérial, cette coalition place sur le trône le fils Philippe Egalité. Ainsi commence ce règne bâtarde, sans principe, sans autorité, sans dignité et sans gloire, qui ne peut invoquer ni le droit traditionnel, ni la volonté populaire, ni le prestige de la victoire ; édifice sans base, placé sur le sable, destiné à écrouler dès qu'il sera ébranlé par le souffle violent des ouragans politiques.

Toutes les ambitions oratoires, littéraires, militaires, financières, s'étaient réunies pour envahir le trône des Bourbons, acclamé avec enthousiasme en 1814 par la France qui l'avait sauvé, du démembrément et des rudes sévices infligés par ses ennemis tout-puissants, par l'Angleterre et surtout par la Prusse irritée de ses longues humiliations. Elles comptaient quatre éléments principaux : l'aristocratie des avocats parisiens ayant à sa tête, MM. Dupont, de l'Eure, Dupin

ainé, Mauguin, Isambert, Mérilhou, Odilon Barrot ; celle des littérateurs et publicistes, Benjamin Constant, Guizot, Villemain ; des militaires, Jourdan, Sébastiani, Gérard ; des financiers, Lafitte, Casimir Périer, Delessert.

Les vainqueurs de 1830 sont fidèles à la tradition des aristocraties démocratiques arrivées au pouvoir par la surprise, par la puissance de la démagogie parisienne, au mépris des droits de la nation. Le souverain inauguré pareux distribue les emplois à ses amis et alliés, aux anciens conspirateurs, aux membres des sociétés secrètes ; des carbonari deviennent procureurs du roi, préfets, etc.

Ces nouveaux fonctionnaires jouissent de tous les bénéfices de leurs nouvelles positions ; mais la plupart d'entre eux se préoccupent peu d'en remplir sérieusement les devoirs. Ils laissent de côté les intérêts des administrés ; ils s'attachent uniquement à plaire aux supérieurs, au maître ; il faut, à tout prix, par un zèle à toute épreuve, obtenir un rapide avancement. Le fonctionnarisme est fondé, il est payé par la nation, mais pour la diriger et la contenir au gré du souverain ; c'était la règle de Mirabeau, c'est la maxime de Louis-Philippe ; il la révèle un jour au jeune comte de Morny. « La France, lui dit-il, est une nation que l'on mène à l'aide de fonctionnaires. »

L'instruction primaire est organisée ; elle ne repose sur aucun principe solide, elle donne la demi-science, elle inspire l'orgueil, l'égoïsme, l'ambition, la soif de la richesse. L'instruction secondaire et l'instruction supérieure reposent sur les mêmes bases. Elles semblent être toutes combinées pour former les esprits, par l'impunité et le matérialisme, à la sédition, à la révolte, à l'insurrection ; elle en compose l'armée, elle en forme les états-majors et les généraux ; tout sera prêt lorsque l'occasion se présentera.

HUITIÈME GÉNÉRATION : La deuxième République. — Une nouvelle coalition avide de pouvoir s'est formée contre ceux qui, en 1830 et par la coalition, dite libérale, se sont emparés du pouvoir. Suivant l'usage, elle se revêt du masque du bien public ; elle demande une plus large part pour l'intelligence, pour les capacités ; elle réclame des réformes, le droit de réunion, etc. Des clubs déguisés sous la forme de banquets agitent les populations ; ils produisent cette fermentation sourde qui précède et engendre les révolutions. L'émeute éclate à Paris, son foyer naturel ; elle se convertit en insurrection ; ce qui ne devait être qu'un mouvement ministériel devient la chute d'un trône et d'une dynastie. Par de longues et sourdes manœuvres, la branche cadette des Bourbons avait renversé la branche aînée ; le duc d'Orléans, roi éphémère, subit le même sort, mais n'obtient pas la dignité et le respect qui avaient entouré Charles X dans l'exil.

Un groupe de cent émeutiers à peine, après avoir envahi la Chambre des députés, le 24 février 1848, tumultueusement et au hasard, acclamé sept membres d'un gouvernement provisoire, quatre avocats, encore Dupont, de l'Eure, Marie, Ledru-Rollin et Crémieux (qui n'était pas né citoyen français) ; un poète, Lamartine ; un astronome, Arago ; un député, Garnier-Pagès (que l'on a confondu avec son parent Pagès de l'Ariège, décédé). C'est toujours l'aristocratie de la parole, l'aristocratie parisienne qui l'emporte ; mais elle n'a pas, comme en 1830, reconnu un suzerain ; c'est un 10 Août qu'elle a opéré à son profit ; elle abolit la royauté, elle proclame la République. Fidèle aux traditions des girondins, elle se joue de la nation, elle ne lui laisse pas le choix de son gouvernement ; malgré une promesse publiquement faite, elle ne lui demande pas même sa ratification.

La nation réagit vivement contre l'usurpation de ces aristocrates et le despotisme des démagogues qu'ils ont envoyés dans les provinces. Elle affirme ses sentiments monarchiques en choisissant pour députés une immense quantité de royalistes, et des parents de Napoléon I^{er} ; elle appelle à la présidence de la République le neveu, l'héritier politique de l'empereur, le seul qu'elle pût élire, tous les autres prétendants ayant été maintenus dans l'exil. Les élections de 1849 confirment l'expression du vœu national ; l'immense majorité, la presque unanimité des Français attend avec impatience une restauration monarchique, et les usurpateurs crient à la réaction parce qu'une nation surprise et trahie veut recouvrer ses droits et sa liberté.

NEUVIÈME GÉNÉRATION : Encore un Bonaparte. — Le général de la Révolution qui s'était distingué par la guerre d'Italie et l'expédition d'Égypte aurait pu être un Monck ou un Washington, mais les Jacobins aimaient d'autant moins la patrie qu'ils avaient sans cesse son nom à la bouche : il fit le 18 Brumaire. Formé à l'école impérialiste, nourri de ses fausses doctrines, ému de l'ambition du premier empereur, son neveu, Louis Bonaparte le prend pour modèle, mais en rapetissant ses proportions. Son règne n'est qu'un long tissu d'opérations cauteluses, de sourdes manœuvres, de perfidies. Il couvre du manteau de l'hypocrisie sa profonde corruption, son impiété et la haine implacable qu'il a jurée au catholicisme et à la papauté. Le matérialisme, l'athéisme, la licence des mœurs s'étalent audacieusement dans sa cour, dans ses antichambres et dans les régions officielles inférieures. Les raffinements du luxe, des jouissances de la vie, la soif ardente des richesses et des honneurs amollissent et pervertissent les âmes. Les chefs étalent au grand jour, et avec une cinique audace, leur impiété et leur corruption ; ils inspirent à leurs subordonnés un profond mépris ; le mépris engendre l'indiscipline et l'esprit de révolte.

Les vainqueurs de 1830 avaient pros crit les légitimistes ; ils leur avaient rigoureusement fermé l'accès de tous les emplois ; Napoléon III suit la même règle et l'étend aux orléanistes. Il ne lui reste pour son administration que les bonapartistes peu nombreux et les républicains. Il fait appel à ces derniers ; ces grands patriotes de la veille et de l'avant-veille acceptent avec empressement ces offres séduisantes ; ils deviennent des serviteurs, sinon fidèles, du moins profondément soumis à l'empire. La tyrannie officielle s'aggrave par le concours de ces parvenus, qui exigent de tous la soumission et la servilité ; ils ont eux-mêmes déployés : elle annule toute individualité qui ne sait pas se courber et ramper devant elle. Ainsi la nation s'énerve doublement, par l'étouffement et l'annulation de toutes les véritables capacités, par l'éloignement systématique des hommes honnêtes et indépendants, et par la faveur accordée uniquement aux médiocrités ambitieuses, aux caractères obséquieux et serviles.

Cependant le prestige, du second empire se dissipe de jour en jour, les déplorables expéditions d'Italie et du Mexique, les sombres mystères de la guerre de 1866 plus funeste peut-être à la France qu'à l'Autriche, ont affaibli sa puissance à l'extérieur ; en 1869, la France a revendiqué ses libertés. Napoléon sent que son trône chancelle et il s'efforce de le raffermir afin qu'un quatrième Napoléon puisse s'y asseoir un jour avec sécurité. Habitué à tromper la nation, lui parlant de liberté au moment même où il rive plus fortement ses fers, il médite maintenant une guerre qui, favorisée par la victoire, consolidera sa dynastie ; il veut obtenir le concours de la France en lui présentant le drapeau trompeur de la paix ; il lui demande un nouveau plébiscite. La fortune qui va le trahir l'éblouit par un succès magique, par un vote presque unanime. La fin de son trop long règne approche ; il déclare la guerre à la Prusse, il ouvre par une scène théâtrale en l'honneur du prince impérial. Mais bientôt la sombre réalité apparaît ; la foudre, telle que ne l'ont jamais vue les siècles les plus reculés, frappe et détruit tout, la légende et le prestige de Napoléon I^{er}, le trône de Napoléon III et la dynastie impériale. La France même semble condamnée à disparaître pour toujours dans cet épouvantable cataclysme.

DIXIÈME ET DERNIÈRE GÉNÉRATION : Encore l'aristocratie du barreau parisien ; puis la troisième République. — Au moment où la patrie éprouve des désastres aussi effroyables qu'imprévus, une seule pensée devrait animer tous les cœurs, la défense contre l'ennemi. Mais, ceux qui repoussent si vivement la monarchie traditionnelle, qu'ils croient flétrir en la qualifiant de droit divin, ont inventé le droit révolutionnaire et infernal dont le barreau parisien s'est adjugé le dépôt et le monopole. Dans toute révolution qui n'est pas accomplie par le sabre, qui naît de l'insurrection populaire, on voit accourir les avocats de Paris, en pressés de saisir leur proie. Au milieu des calamités publiques, des horreurs de la guerre, d'une invasion formidable, l'ambition des hommes de parole ne recule point ; le pouvoir est vacant, il leur est dévolu par le droit nouveau sacro-saint, par le droit du 14 Juillet 1789, de la populace de Paris. Le 4

Septembre 1870, la Chambre, indignée de la lâche capitulation de Sedan, va voter la déchéance de l'empire et de la dynastie napoléonienne et former une commission de gouvernement provisoire. Cette marche régulière ne satisfait pas l'ambition des députés de la capitale : pour eux, Paris est la France, l'hôtel-de-ville est Paris, et l'hôtel-de-ville, c'est quelques centaines, quelques milliers d'émeutiers qui, à un jour, à une heure favorable, décident souverainement du sort d'une nation de trente à quarante millions d'habitants. C'est sur ce fatal berceau de nos révolutions périodiques que MM^{es} Jules Favre, Gambetta, Picard et C^e vont demander à la plèbe, à leurs fidèles, à leurs vassaux, assemblés au nombre de trois mille, la consécration démagogique. Ils sont acclamés, et sur ce vote de la place publique ils rétablissent leur empire aristocratique fondé le 10 août 1792, rétabli le 24 février 1848, renversé le 2 décembre 1851.

Ainsi sacré avec neuf de ses collègues, M. Jules Favre se rend à la Chambre des députés, et lui notifie son congé. Il ne s'y trouve point de Mirabeau au cœur français pour répondre à l'insolente sommation de ce Dreux-Brézé démocrate, de ce grand maître de la démagogie : « Allez dire à l'émeute, votre mère, que nous sommes ici par la volonté de la nation française et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes. » Du reste, l'ennemi marche sur Paris, les députés reculent sans doute prudemment devant l'imminence et les incalculables périls de la guerre civile dans des circonstances si graves, si solennelles. Ils sont plus patriotes que les dix usurpateurs qui, à l'exemple de leurs prédécesseurs de 1792 et de 1848, se donnent cette qualification si peu méritée. Les malheurs de la patrie sont la puissance des décevants, la base de leur audacieuse usurpation. Ils annulent le parjure du président de la République. Il a été l'homme du sabre, ils sont le produit de l'émeute ; comme lui, ils chassent une Assemblée ; comme lui, ils s'emparent de la France ; comme lui, ils se prétendent seuls capables de la sauver. Le 4 septembre couvre le 2 décembre ; l'histoire enregistrera un nouveau coup d'Etat, un nouveau crime contre la souveraineté et l'indépendance de la nation. Un nouvel anneau est ajouté à la chaîne des révolutions que la France a portée depuis 1789, sauf les quinze années réparatrices de la Restauration.

Cette nouvelle aristocratie parisienne comptait deux membres récidivistes de l'usurpation de 1848, les citoyens Crémieux et Garnier-Pagès, deux fonctionnaires de cette seconde République, Emmanuel Arago et Jules Favre ; elle se composait de six avocats, de trois orateurs ou hommes de lettres et d'un pamphlétaire détenu en ce moment-là dans l'une des prisons de Paris.

(A suivre.)

Dépêches Télégraphiques

Service particulier du Journal de Roubaix.

Paris, 24 mai, une heure.

Une explosion terrible vient d'avoir lieu au centre de Paris. Probablement c'est l'Hôtel-de-Ville qui a sauté.

Il y a de grands incendies ; la fumée est épaisse.

Versailles, 24 mai, 3 heures, soir.

Grande explosion entendue à deux heures. Probablement quelque monument de Paris a sauté.

Les Tuileries sont entièrement brûlées.

Les galeries du Louvre ont été préservées.

Versailles, 24 mai, 7 h. 25 soir.

A l'Assemblée nationale, M. Thiers a dit :

Je ne viens pas chercher à vous consoler, je suis inconsolable moi-même du malheur qui frappe le pays. Avant tout laissez-moi dire que l'insurrection est vaincue.

Le drapeau tricolore flotte sur la plus grande partie de Paris. Les actes odieux du vandalisme ne sont que des actes de désespoir.

Nous étions arrivés hier soir à l'Opéra et à Montmartre ; nous enveloppons la place Vendôme, les Tuileries et le Louvre. Sur la rive gauche, Cisey était maître du terrain, et des scélérats ont employé le pétrole et lancé des bombes à pétrole contre les soldats dont plusieurs ont été brûlés.

Nous devons, premièrement, conserver le sang-froid ; et, deuxièmement,

l'union qui est absolument indispensable.

M. Thiers, parlant de cette victoire qui mérite l'admiration de l'Europe, dit qu'elle nous en donne le témoignage. Il ajoute : Soyez calmes, autrement vous affaibliriez également l'armée et le pouvoir. Après un tel résultat obtenu, on ne devrait pas être si prompt à se débiter de ce que nous ferons. (Vives approbations.)

Il ajoute qu'après une pareille défaite, l'insurrection est incapable de se relever jamais.

M. Thiers engage la Chambre à être patiente et à l'aider ainsi à triompher des difficultés de la situation. Laissez-nous, dit-il en terminant, le calme dont nous avons besoin pour agir. (Applaudissements.)

La séance est levée.

Arras, 24 mai.

Par suite de la surveillance très active établie à la gare, plusieurs individus, munis de papiers de la Commune de Paris, ont été arrêtés.

Le bruit court que Félix Pyat vient d'être arrêté à St-Denis, venant à Arras.

Paris, 24 mai.

Il y a de grands incendies rue de Rivoli, dans le quartier de la Madeleine et rue Boissy d'Anglas.

LA DÉFAITE DES ROUGES

La révolution rouge sera définitivement vaincue, avant d'avoir réussi à faire éclater dans les provinces tous les foyers d'insurrection qu'elle avait préparés, et sur lesquels elle comptait pour livrer la France entière à la guerre civile, à la jacquerie, aux communistes, aux partages.

Les Français n'oublieront pas de longtemps de quels éléments républicains, de quelles factions, de quels révolutionnaires seront venues les dernières convulsions démagogiques qui ont failli désorganiser toute la France et la livrer tout entière à l'occupation étrangère.

L'expérience qui vient d'être faite est certainement décisive, et il faut espérer que les tristes conséquences des essais républicains ne seront pas oubliées, et que des leçons qui coûtent aussi cher ne seront pas perdues.

Mais, hélas ! combien cette épreuve a paru longue aux populations, et que de désastres elle a fait subir à la France ! On peut reconnaître maintenant où conduisent les concessions faites aux révolutionnaires, et combien sont funestes tous les atterrissements à leur égard, lorsqu'ils préparent ou commencent leurs révoltes.

On sait combien, dès les premiers jours des négociations pour la paix, il était facile de désarmer l'insurrection, ainsi que le conseillait M. de Bismark.

On sait aussi comment des plans mieux combinés et plus complets pouvaient empêcher la révolution rouge de s'emparer de Paris ; comment l'on aurait pu conserver les forts du Sud ; comment, après cet inconcevable oubli, la prise de Paris pouvait être réalisée après trente jours de siège bien conduit, d'après les règles, depuis le premier coup de canon.

Il est probable que l'on comptait sur la possibilité d'une surprise, sur le concours de la garde nationale de l'ordre, sur la capitulation des membres de la Commune, sur l'ouverture des portes par des ruses de guerre. Mais, nous l'avons dit dès le mois de mars, toutes ces espérances ou ces illusions n'empêchaient pas de commencer immédiatement les travaux d'approche contre les forts et les remparts.

Combien de désastres évités, quel précieux sang épargné, si l'on avait moins compté sur la conciliation, et si la campagne contre les Rouges avait été conduite dès le début par un véritable homme de guerre !

Les remparts de Paris ont été franchis par l'armée de Versailles un mois après les dispositions prises pour faire le siège selon les règles prescrites pour l'attaque des places. Il est facile de constater que les pertes de l'armée ont été bien moins considérables dans les opérations décisives pour l'approche des portes de Paris.

Il est donc bien regrettable que, dès le début, l'on ait beaucoup trop compté sur la conciliation et sur les surprises, avant de recourir aux moyens réguliers d'attaque. Malheureusement ces illusions ont fait perdre un temps précieux, et elles ont coûté beaucoup de sang.

Mais les fautes commises, le regret